



WWF

RAPPORT  
PALMIER  
A HUILE

2018

# Atelier national d'échange et de concertation pour le développement durable de l'huile de palme au Cameroun: investir dans un avenir durable pour les hommes et la nature



DU 21 AU 23 FEVRIER 2018  
HÔTEL VALLÉE DES PRINCES, DOUALA  
RAPPORT DE L'ATELIER

## Liste des acronymes et abréviations

TFA2020:	Tropical Forest Alliance 2020
CDC:	Cameroon Development Corporation (Société de Développement du Cameroun)
CLIP	Consentement Libre, Informé et Préalable
COP22:	22ème Conférence des Parties
DSCE:	Document de Stratégique pour la Croissance et l'Emploi
FFB:	Fresh Fruit Bunch (Régime de fruits frais)
FONADER:	Fonds National de Développement Rural
HVC:	Haute valeur de conservation
HSC:	Haut Stock de Carbone
CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
APOI	Africa Palm oil Initiative (Initiative pour une l'Huile de Palme en Afrique)
MEL	Mukete Estate Limited
MINADER:	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINDCAF:	Ministère des Domaines du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEPAT:	Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED:	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement Durable
OPAL:	Oil Palm Adaptive Landscapes (Paysages adaptatifs de palmiers à huile)
RCA	République CentrAfricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RCI	République de Côte d'Ivoire
REDD+:	Reduced Emissions from Deforestation and Degradation
RSPO:	Roundtable on Sustainable Palm Oil (Table ronde pour une huile de palme durable)
R-PP:	REDD+ Readiness Preparation Proposal
PD CVA:	Projet de Développement des Chaines de Valeurs Agricoles
SFI	Société financière internationale
SGSOC:	Sithe Global Sustainable Oils Cameroon
SNDDHP:	Stratégie Nationale de Développement Durable De l'Huile de Palme
SOCAPALM:	Société Camerounaise de Palmeraies
UNEXPALM:	Union des Exploitants de Palmiers à Huile du Cameroun
CCNUCC:	Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
WWF:	Worldwide Fund for Nature (Fond mondial pour la protection de la nature)

# Contexte

On ne saurait nier le fait que l'huile de palme, avec une production mondiale annuelle actuelle qui dépasse les 50 millions de tonnes, soit 39% de la production mondiale d'huiles végétales, est devenue l'huile végétale la plus importante au monde, dépassant largement le soja, le colza et le tournesol (USDA, 2011). Le Cameroun est quatrième producteur d'huile de palme en Afrique avec une production annuelle estimée à 230 000 tonnes. Le pays enregistre cependant une demande intérieure annuelle évaluée à 325 000 tonnes occasionnant ainsi un déficit structurel annuel de production évalué à 130 000 tonnes. Au vu de ce constat, le gouvernement camerounais, dans le cadre de sa Vision d'émergence à l'horizon 2035 et tel que stipulé dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), est désireux de stimuler la production nationale d'huile de palme et, au cours de ces dernières années, a attiré l'intérêt des investisseurs étrangers. Pour le gouvernement, la filière huile de palme a un fort potentiel d'influer sur le développement économique et les opportunités de création d'emplois en particulier dans les zones rurales.

Malgré son potentiel, le secteur de l'huile de palme au Cameroun est confronté à des défis majeurs allant de la faible productivité résultant du vieillissement des plantations, à l'utilisation de semences non sélection-

nées, à l'absence de fertilisation et à de faibles rendements aussi bien au niveau des plantations que de meunerie qui recourt à l'utilisation de moulins artisanaux. Afin de palier cela et de booster la production nationale, le gouvernement camerounais a mis en place en 2013 un comité national chargé de proposer une stratégie nationale de développement durable de la filière huile de palme.

Depuis 2015, le WWF met en œuvre le projet OPAL (Oil Palm Adaptive Landscapes) au Cameroun. Le WWF utilise l'approche de modélisation d'accompagnement ainsi que les résultats de la recherche pour renseigner le processus de définition d'une voie durable pour le développement de l'huile de palme au Cameroun. C'est dans le contexte de ce projet, et en tenant compte des initiatives mondiales et régionales comme l'Alliance pour les Forêts Tropicales 2020 (TFA2020), que le WWF a organisé un atelier d'échange et de concertation national sur l'huile de palme au Cameroun qui s'est tenu à Douala du 21 au 23 février 2018. L'atelier a été l'occasion pour les parties prenantes d'échanger sur les questions clés qui sous-tendent le secteur et d'explorer les options pour tirer parti de l'élaboration des politiques sur la base des résultats de l'approche de modélisation d'accompagnement (Com-Mod)

# Objectifs

## Les principaux objectifs du dialogue étaient les suivants:

1. Examiner les questions clés dans le secteur de l'huile de palme au Cameroun qui permettront l'émergence d'un secteur d'huile de palme durable ;
2. Explorer les liens et créer une synergie entre les différentes politiques, projets et programmes sur l'huile de palme au Cameroun ;
3. Examiner les contraintes et les opportunités de renforcement des capacités des petits exploitants et mettre sur pied un cadre pour développer des partenariats gagnants-gagnants avec les agro-industries afin d'optimiser la production et les bénéfices basés sur les résultats du jeu CoPalCam qui a été développé dans le cadre du projet OPAL ;
4. Informer les parties prenantes sur les initiatives récentes ou les processus développés dans le secteur du palmier à huile aux niveaux mondial et régional et auxquels le Cameroun pourrait tirer parti pour augmenter sa productivité dans le contexte de développement durable de la filière ;
5. Identifier les principes pouvant régir le développement durable de la filière huile de palme au Cameroun ;
6. Faire des recommandations sur la meilleure façon d'adopter le document de SNDDHP/ Cameroun en tant que véritable cadre juridique pour guider le développement de l'huile de palme.

# Première Section: l'Evolution de l'atelier

## Les facilitateurs:

Ludovic MIARO (Coordonnateur régional du programme huile de palme, WWF)

Durrel HALLESON (Coordonnateur du programme Business & Industries, WWF CCPO)

Premier Jour: 21 février 2018

### 1. L'ouverture du dialogue:

Madame Elizabeth Clarke, responsable mondiale de l'huile de palme au WWF, a fait la déclaration liminaire de l'atelier. Elle a présenté aux participants les efforts du WWF Global Palm Oil à promouvoir la durabilité dans le secteur afin de concilier les impacts environnementaux de l'huile de palme et de répondre à la demande mondiale. Pour elle, les résultats de l'atelier positionneront définitivement le Cameroun comme un pays prêt à s'engager sur la voie d'un développement durable de la filière huile de palme et une destination attrayante pour les investisseurs.

La déclaration de Clarke a été suivie par le discours d'ouverture de M. KONDE Jean Claude, Délégué Régional de l'Agriculture et du Développement Rural pour le Littoral. Tout en remerciant les participants d'avoir répondu positivement à l'invitation au dit dialogue, M. KONDE a tout d'abord reconnu le rôle important joué par l'agriculture dans le développement économique du Cameroun en particulier la filière huile de palme, considérée comme une filière à haut potentiel de

création d'emplois. M. le délégué a par la suite attiré l'attention des participants sur le désir d'accroître la productivité afin de pouvoir répondre à la forte demande intérieure et, sur les questions visant à minimiser la déforestation et les autres impacts environnementaux connexes qui devront de ce fait être sérieusement prises en considération pendant le dialogue.

Durrel HALLESON, Coordinateur du programme Business et Industries au WWF Cameroun a subséquemment présenté le contexte dans lequel l'atelier se déroulera ainsi que les objectifs qui guideront les discussions et les résultats attendus. Il a réitéré que l'atelier devrait fournir une plate-forme de discussion qui aidera non seulement à finaliser la stratégie nationale de l'huile de palme durable mais aussi à définir les principes directeurs pour un développement durable de la filière huile de palme au Cameroun en prenant en compte la nécessité d'équilibrer la productivité et la protection de l'environnement.

### 2. Les présentations thématiques

#### 2.1 Développement de l'huile de palme au Cameroun: perspectives historiques

## 2. Les présentations thématiques

2.1 Développement de l'huile de palme au Cameroun: perspectives historiques

2.1.1 Les perspectives historiques du secteur de l'huile de palme au Cameroun et le rôle des élites dans le secteur

Cette présentation a été faite par M. Eric NDJOGUI, expert en huile de palme basé à l'Université de Douala. NDJOGUI a souligné la dimension culturelle et historique de l'huile de palme au Cameroun. Ainsi, l'huile de palme est un produit alimentaire de base au Cameroun et constituait la principale culture d'exportation au 19<sup>ème</sup> siècle pendant la période coloniale. M. NDJOGUI a de même regretté le fait que durant cette période coloniale, les administrateurs coloniaux n'aient pas vraiment progressé dans la modernisation de l'exploitation du secteur. Au lendemain de l'indépendance, une véritable

volonté de développement de la filière s'est concrétisée avec la création de SOCAPALM et la mise en œuvre des projets connexes. Malheureusement, le processus a été interrompu à la fin des années 1980 avec la crise économique et la liquidation du FONADER (Fonds National de Développement Rural). La crise économique a néanmoins été l'occasion de restructuration du secteur qui a vu naître de nouveaux acteurs, notamment les élites urbaines. Ces élites semblent être devenues des moteurs clés du développement des petites exploitations dans les zones rurales. Pour que le secteur devienne un véritable outil de développement économique, il faut élaborer une stratégie globale qui réglera les flux d'investissements et favorisera la durabilité afin de faire face aux défis environnementaux souvent associés au secteur conclut

### 2.1.2 Le secteur non industriel (artisanal) de l'huile de palme au Cameroun

Dr. Raymond NKONGHO de l'Université de Buea a fait un exposé sur le secteur de l'huile de palme non industriel au Cameroun. La présentation a porté sur le rôle des petits exploitants dans le secteur de l'huile de palme au Cameroun. Selon lui, bien que les petits exploitants détiennent la plus grande superficie (environ 68%) pour la production du palmier à huile au Cameroun, la majorité de la production nationale provient des agro-industries (environ 70%). NKONGHO va plus loin en présentant la typologie des petits exploitants au Cameroun, qu'il caractérise en trois types:

- De 0-5 hectares de plantation – système de production extensif (main-d'œuvre familiale, cultures associées)
- De 5-20 hectares de plantation – système de

production semi-extensif

Au-dessus de 20 hectares, s'effectuent des systèmes de production semi-intensifs. Raymond NKONGHO a de même remarqué que les taux d'extraction dans tous ces groupes varient de 13% à 20% selon la méthode de pressage employée. Il a souligné que bien qu'il y ait eu des initiatives pour structurer ces agriculteurs en coopératives et en groupes d'initiative commune, la plupart de ces groupes ne sont pas actifs. Il a recommandé la nécessité de renforcer les capacités de ces groupes en matière de gouvernance. Selon lui, de nombreux défis doivent encore être surmontés pour que le secteur du palmier à huile non industriel puisse véritablement émerger et contribuer au développement rural au Cameroun.



## 2.2. Le point des agro-industries : défis, opportunités et perspectives

### SGSOC

• Dr. ATANGA EBOKO, directeur de la conservation chez SGSOC, a pris la parole au nom de l'entreprise. Il a donné un bref aperçu de la société et de son projet d'huile de palme situé dans la région du Sud-Ouest. Le projet, dit-il, est situé sur une superficie de 20000 hectares dont 15000 hectares sont réservés au développement de l'huile de palme et 5000 hectares à la conservation. Il a ensuite donné un aperçu des défis rencontrés par l'entreprise, qui sont les suivants:

- La situation sécuritaire dans la région du Sud-Ouest; Les conflits avec certaines communautés locales qui, bien que n'ayant pas cédé leurs terres pour le projet, s'attendent à être considérées par l'entreprise comme les communautés qui ont cédé des terres;
- L'obligation qui leur est imposée par le MI-

NADER de développer pour les villageois 10 000 hectares de plantations villageoises ;

- La fourniture des plants aux petits exploitants et le soutien technique.
- En dépit de ces défis, Dr EBOKO a donné quelques perspectives de la société pour les prochaines années à savoir:
- La production de 200 tonnes d'huile sur 1000 hectares en 2018
- L'utilisation des semis améliorés qui entreront en production après trois ans
- L'augmentation de la capacité de production de l'huilerie à 5 tonnes l'heure
- L'achat de 150 000 plants d'Asie à planter en 2019.

### 2.2.1 CDC

M. NJUMBE Samuel est Directeur adjoint du Groupe Palm Oil de la CDC et représentant de ladite entreprise. Il a commencé par informer les participants sur la structure institutionnelle de l'entreprise, qui en elle-même est un complexe agro-industriel détenu par l'Etat et où se développent le palmier à huile, le caoutchouc et la banane. La CDC a une superficie concessionnelle estimée à environ 98000 hectares avec 22 000 hectares exploités et 15260 hectares plantés. Il est allé plus loin pour présenter une pléthore de défis auxquels l'entreprise est confrontée. Ceux-ci incluent entre autres:

- L'incapacité à obtenir des prêts à long terme;
- La situation de sécurité en cours dans la région; Les plantations vieillissantes comme la plupart ont plus de 50 ans;
- Les usines peu performantes : certaines

usines ont été mises en service il y a plusieurs décennies (1972 pour certaines) ; l'acquisition des pièces de rechange est difficile;

- Les conflits communautaires : « compte tenu du fait que nous sommes une entreprise publique, les attentes des communautés sont élevées ». Les communautés s'attendent à ce que l'entreprise assume certaines responsabilités gouvernementales comme l'électricité, l'attribution des bourses d'études, la réfection des routes, la construction et l'équipement d'écoles et d'hôpitaux, etc. Tout ceci réduit la capacité financière de l'entreprise à réinvestir, y compris à épandre les engrais dans les plantations.
- La faible production de semences améliorées: ces deux dernières années, l'entreprise n'est pas en mesure de fournir des semences améliorées aux petits exploitants.

- La faible mécanisation, rendant difficile les activités de production en champ ; le mauvais état des infrastructures routières qui entravent la capacité de l'entreprise à évacuer les régimes de fruits vers les scieries;
  - La prolifération des maladies ganoderme sur la côte Est des plantations de l'entreprise (Mondoni et Mungo leaf mirner dans Ndian Estates Illoani et Buea) ; le coût élevé des engrais : au cours des dix dernières années, l'entreprise n'a pas appliquée l'engrais dans les plantations.
  - Le problème de la différenciation des prix : le prix du marché est parfois plus élevé que le prix donné par l'entreprise car fixé par l'Etat. L'entreprise est de ce fait incapable de compenser les coûts de production avec ces faibles prix de vente.
- En dépit de ces défis, M. NJUMBE est allé plus loin pour souligner certaines grandes opportunités telles que le fait que les conces-

- sions de l'entreprise sont à l'abri des zones HCV ou des forêts primaires et protégées mais elles sont localisées dans les zones de végétation secondaire (dégradée). L'entreprise a un marché de l'huile de palme disponible. En termes de perspectives, il a souligné entre autres :
- Atteindre les rendements de 12 tonnes de FFB / ha d'ici 2022
  - Rendement en tonnes d'huile de palme est de 26000 tonnes et envisage 37000 tonnes en 2022
  - Replantation sur les anciens champs d'ici 2022.
  - Expansion de 100 ha annuellement à Boa jusqu'en 2022.
  - Attente de subvention de l'Etat car il a un contrôle sur les prix
  - Attente pour la mise en place par l'Etat d'une banque agricole
  - Attente pour la mise en place par l'Etat d'un conseil pour l'huile de palme

## 2.2.2 SOCAPALM

Pour SOCAPALM, la présentation a été faite par M. Elie Fernand Maka Dippah qui a donné un bref aperçu de l'entreprise. Il a mentionné que SOCAPALM possède actuellement 58000 hectares dont 35.000 hectares sont en production. En 2017, la production d'huile de palme de l'entreprise a été évaluée à 150 000 tonnes. Comme contraintes l'agro-industrie fait principalement face aux conflits fonciers avec les communautés locales (délimitation des terres) et au problème de vol des régimes en champ. M. Maka a présenté certains engagements de l'entreprise afin d'améliorer leur performance et de stabiliser les relations avec les commu-

nautés locales. Ceci étant dit, des séances d'échanges et de dialogues sont en cours de réalisation avec les petits exploitants et d'autres acteurs. De même, l'entreprise est en train d'effectuer des activités de délimitation dans leurs plantations. La SOCAPALM s'est aussi engagée à multiplier ses efforts de soutien technique rendu aux petits exploitants et d'entretien des pistes de collecte. L'entreprise s'est enfin engagée dans le processus de la RSPO sous le soutien de TFT (The Forest Trust).

## 2.2.3 Mukete Estate Limited (MEL)

M. Mukete Gregory, directeur exécutif de l'agro-industrie MEL, a fait remarquer que les différents défis mis en évidence par les entreprises sont mondiaux mais que tous pourraient être résolus grâce à de meilleures législations. Il a mentionné un prêt de la SFI reçu par MEL qui les a aidés à améliorer leurs plantations. Selon lui, façonner le secteur pour améliorer la performance ainsi que la durabilité nécessitera l'élaboration d'une feuille de route.

## 2.3. Les questions clés qui ont émergé des discussions

- La nécessité de définir un cadre législatif approprié pour façonner le développement du secteur
- La mobilisation de financement et cela pourrait être fait à la fois par la société civile et les agro-industries
- Les charges fiscales doivent prendre en compte les caractéristiques saisonnières du secteur (saisons haute et basse qui ont un impact sur les flux de revenus des entreprises)
- Les agro-industries avec UNEXPALM devraient travailler à explorer des moyens effi-

caces de développer et de mettre en œuvre des partenariats gagnants-gagnants avec les petits exploitants.

## 2.4 Principaux résultats des discussions en plénière

Les participants ont tous convenu que la structuration et le groupement des agriculteurs sont stratégiques pour tirer parti du rôle du secteur dans l'augmentation de la production et de la productivité, mais le défi consistait à déterminer comment cela devrait être fait;

- Il y avait un accord unanime parmi les agro-industries pour travailler et soutenir les petits exploitants autour de leurs concessions;
- Il a été noté que certaines des agro-industries font des efforts pour intégrer les pratiques de durabilité dans leurs opérations. La SOCAPALM, par exemple, a entamé des discussions avec PROFOREST pour effectuer l'évaluation du HCV dans ses plantations, tandis que la CDC est engagée dans le renouvellement de ses anciennes plantations plutôt que l'extension des parcelles dans les forêts primaires.

### 3. Explorer le modèle conceptuel du palmier à huile du Cameroun pour les paysages adaptatifs

#### 3.1 Présentation du projet Paysages Adaptatifs du palmier à huile (OPAL) - Projet et démonstration du jeu de rôle CoPalCam

Durrel Halleson a présenté le projet OPAL aux participants en soulignant les objectifs mais aussi la contribution du projet pour aider à tracer une voie durable pour le secteur de l'huile de palme au Cameroun. Selon lui, le projet vise à améliorer la gestion des paysages en favorisant les échanges entre les parties prenantes à travers des scénarios qui fusionnent les moteurs sociaux, économiques et écologiques du développement de l'huile de palme. Il a également souligné le fait qu'il s'agit d'un projet mis en œuvre sur quatre continents et quatre pays (Cameroun, Indonésie, Colombie et Suisse). La présentation de Halleson a été suivie d'une démonstration du jeu de rôle CoPalCam développé dans le cadre du projet OPAL et animé par Emmanuel NGOM et Micresse KAMTO.

#### Deuxième jour : 22 février 2018

La deuxième journée du dialogue a débuté avec un bref résumé de la journée précédente occasion pour le facilitateur de rappeler le contenu des échanges effectués la veille.

### 4. Présentation d'une initiative pour promouvoir la durabilité dans le secteur de l'huile de palme

#### 4.1.1 Développement durable de la chaîne de valeur de l'huile de palme au Cameroun: stratégies proposées par les producteurs locaux.

Micresse KAMTO, facilitatrice du jeu de rôle CoPalCam dans sa présentation a fait part des résultats saillants des différentes sessions de jeu effectuées sur le terrain en présence des petits planteurs. Rappelons ici que le jeu CoPalCam est modelé sur le fonctionnement de la chaîne de valeur de l'huile de palme au Cameroun. De ses propos, l'objectif principal de l'approche est d'explorer l'expertise des producteurs locaux dans la résolution des problèmes qu'ils rencontrent lors de l'exercice de leurs activités quotidiennes et de favoriser le dialogue et les échanges entre les différentes parties prenantes impliquées dans le secteur. Sur la base des commentaires reçus des différentes parties prenantes, le développement

durable de l'huile de palme devrait passer par :

1. des zonages locaux dans les villages
2. Des subventions en fertilisant (engrais)
3. La mise en place des champs semenciers locaux et l'appui par la formation des agriculteurs aux techniques agricoles
4. L'harmonisation des prix dans le secteur (FFB, prix de l'huile, taxes)
5. La semi-modernisation des presses artisanales
6. Le renforcement des capacités des associations de producteurs
7. La fourniture d'infrastructures
8. La bonne collaboration entre les parties prenantes.





## 4.1.2 Aperçu de la stratégie régionale pour le développement durable du secteur de l'huile de palme en Afrique Centrale

M. Ludovic MIARO, Coordinateur régional du programme huile de palme au WWF, a présenté la Stratégie régionale de l'huile de palme en Afrique Centrale élaborée par le Secrétariat de la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). Présentant au nom de Honoré TABUNA du Secrétariat de la CEEAC, M. MIARO a indiqué que l'objectif principal de la stratégie est d'explorer les axes stratégiques régionaux qui stimuleront la croissance économique et l'emploi en Afrique Centrale mais aussi, préserveront le riche capital naturel de la région. Il a ajouté qu'une telle stratégie impliquerait de se concentrer sur l'augmentation de la productivité pour combler le déficit actuel et futur de l'huile de palme tout en protégeant les zones HCV / HSC. Il a présenté les principaux axes

stratégiques de la dite stratégie régionale, y compris les cadres institutionnel et opérationnel et la définition des rôles. Il a indiqué que la stratégie avait été validée par des experts, représentants les 11 pays membres, en mars 2017 à Yaoundé (Cameroun) et ensuite en juillet 2017 à N'Djaména (Tchad) par les ministres des 11 pays membres de la CEEAC. La prochaine étape est l'adoption et ou l'approbation de la stratégie par une décision des chefs d'États de la CEEAC lors de leur prochain sommet. L'organisation d'une table ronde de partenaires pour la mobilisation des ressources et la facilitation de la mise en œuvre de la stratégie sont aussi envisagées après l'adoption de la stratégie par les Chefs d'Etat et de Gouvernement.

## 4.1.3 Alliance pour les Forêts Tropicales (TFA) 2020 et l'Initiative pour l'Huile de Palme en Afrique (APOI): vue d'ensemble et principes directeurs régionaux

Le Dr Louis DEFO, Responsable Afrique Centrale de PROFOREST, a présenté l'Alliance pour les Forêts Tropicales (Tropical Forest Alliance-TFA) 2020 et l'Initiative pour l'huile de palme en Afrique (APOI) qui est l'une des initiatives phares de l'Alliance. Il a donné un aperçu de l'AFT2020 dont le centre d'intérêt est la promotion de la production durable des commodités agricoles et forestières en sans déforestation. M. DEFO a rappelé aux participants que TFA est une initiative de partenariat public-privé avec la facilitation de la société civile. Établie à RIO + 20 (2012) L'objectif principal de TFA2020 est de réduire la déforestation tropicale dans le monde. L'initiative se concentre sur les produits suivants: l'huile de palme, le soja, le papier et le bœuf, responsables de plus de 50% de cette déforestation. APOI a pour objectif de promouvoir

un développement durable du secteur du palmier à huile en accord avec les ambitions d'émergence des pays concernés, tout en respectant les bonnes pratiques environnementales et sociales. M. DEFO a également mentionné les opportunités pour les pays qui deviennent membres. Il a présenté l'état actuel de APOI : Dix pays y sont engagés (Cameroun, RCA, RCI, RDC, Gabon, Ghana, Libéria, Nigeria, Congo et Sierra Leone); huit ont défini et adopté leurs principes nationaux (Libéria, Côte d'Ivoire, Ghana, RDC, Congo Brazzaville, Sierra Leone, RCA et Gabon) et six ont défini leurs plans d'actions (Libéria, Côte d'Ivoire, Ghana, RDC, Congo Brazzaville et RCA). Il a regretté le fait que le Cameroun ne soit pas, jusqu'à présent, membre formel de cette initiative aux avantages évidents en matière de promotion de la filière huile de palme.

## 4.2 Discussions

Les deux dernières présentations ont généré des discussions et des débats sur certaines questions pertinentes et dont entre autres la définition de la notion de zéro déforestation dans le contexte de l'huile de palme en Afrique. Ce qui semble plus applicable est le concept zéro nette déforestation qui, pourrait être favorable au développement de l'huile de palme avec la possibilité de compensation des espaces de forêts défrichées dans la même zone

agro écologique. Ce qu'il faut surtout retenir par rapport à la lutte contre la déforestation dans le cadre de l'agriculture est le respect des HVC et HCS. Sur un autre plan, les participants ont discuté de la nécessité de revitaliser les plantations vieillissantes, en utilisant le matériel végétal amélioré et d'installation de nouvelles usines afin de pouvoir augmenter la productivité au Cameroun.

## 4.3 Programme de développement des palmeraies villageoises (PDPV) MINADER

M. Emmanuel NGOM, Coordinateur National du Programme de Développement des Palmeraies Villageoises (PDPV) au MINADER a fait une présentation dudit programme. Il a déclaré que le gouvernement avait lancé le programme en 2011 dans le but de structurer et d'organiser les producteurs, d'améliorer la production et la productivité des exploitations de palmiers à huile et de mettre en place des unités d'extraction pour optimiser la production. Parlant des résultats obtenus, le PDPV a favorisé la mise en place d'environ 6000 hectares de nouvelles plantations avec des plants améliorés et a renforcé les capacités d'environ 800 producteurs (structuration et organisation d'une dizaine de coopératives de petits producteurs). M. NGOM a cependant re-

gretté le fait que la plupart des activités n'aient pas été réalisées en raison des contraintes financières. Il a néanmoins fait remarquer que certaines composantes du programme seront soutenues dans la mise en œuvre de nouveaux projets tels que le Projet de développement des chaînes de valeur agricole. M. NGOM a conclu sa présentation en réitérant la nécessité de renforcer la collaboration entre les agro-industries et les petits exploitants, processus qui contribuera à compenser le déficit actuel de production dans le secteur et positionnera le Cameroun comme exportateur potentiel d'huile de palme. Le secteur a un fort potentiel économique notamment en termes de création d'emplois a – t – il terminé.

## 4.4 Le Projet de Développement des Chaînes de Valeur Agricole (PD-CVA)

Le coordinateur national du PD-CVA, M. MAHAMAT ABAKAR, a présenté ledit projet qui a débuté en avril 2017 et est financé par la Banque africaine de développement (BAD). Le PD-CVA vise à rendre plus compétitives et attractives (qualité et coût) les filières d'huile de palme, plantain et ananas sur les marchés locaux, régionaux et internationaux. M. ABAKAR dans la présentation des principales composantes du projet, a mentionné comme principales activités à réaliser entre autres : le développement et ou la réhabilitation des infrastructures routières rurales (1000 km de route sont visés) ; le développement des filières huile de palme, plantain et ananas ; et le renforcement des capacités des organisations de

producteurs (structuration et organisation en groupes de paysans) et l'incitation de ces groupes formés à l'agro-business et à l'entrepreneuriat agricole. Cette dernière activité sera mise en œuvre avec le soutien de l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA). Le PD-CVA vise l'augmentation de la production de 33 000 tonnes d'huile de palme en cinq ans et l'amélioration des rendements actuels de 14 tonnes à l'hectare à entre 17 et 20 tonnes à l'hectare. Bien que le projet soit hébergé au MINADER, il travaille en tandem avec d'autres institutions comme le MINFI, le MINEPAT et envisage subventionner les établissements de microfinance locale pour le financement des activités agricoles.

## 4.5 Le défi de la gouvernance foncière au Cameroun et la sécurisation des droits fonciers

Cette présentation a été faite par Mme Teclaira SAME, coordonnatrice de projet au Centre pour l'Environnement et le Développement (CED). Les projets LandCam et Green Livelihoods Alliance (GLA) sont développés par le CED et ont pour principaux objectifs de : sécuriser les droits fonciers, les ressources naturelles et améliorer la gouvernance foncière au Cameroun (LandCam). Ils permettent aussi de réduire l'empreinte de l'huile de palme sur les forêts et renforcer les moyens de subsistance locaux (GLA). Mme SAMA a fourni un bref aperçu du développement des projets en lien avec le dialogue politique en cours. Elle a mis l'accent sur la nécessité de réduire les impacts négatifs des investissements sur les terres rurales. Elle a également mis l'accent sur l'opportunité qu'offre le processus de réforme agraire qui est en cours à pouvoir améliorer les

questions liées à la gouvernance foncière en particulier. Elle a réitéré que le CED, dans l'implémentation de ses différents projets, utilisera une approche ascendante de collaboration avec les principales parties prenantes dans le processus d'identification, d'analyse et de formulation de solutions appropriées aux problèmes de gouvernance foncière. Dans le secteur de l'huile de palme en particulier, le CED œuvre en faveur de l'examen, de l'adoption et de la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement durable de l'huile de palme au Cameroun. À cet égard, le CED travaillera sur la sensibilisation et le renforcement des capacités qui permettront aux communautés locales de plaider en faveur d'une gouvernance inclusive et durable des paysages forestiers et de renforcer les garanties sociales lors de l'attribution des terres à grande échelle.

## Problèmes émergents des discussions

Après les présentations, les participants ont eu l'occasion de discuter des trois projets et les points clés suivants ont été soulevés:

- L'un des grands problèmes émergeant de toutes les discussions a porté sur les meilleurs moyens de sécuriser les hectares de terres développés pour les petits exploitants dans le cadre du projet PDPV car ils n'ont pas de titre de propriété en raison du processus long et coûteux au Cameroun.
- La nécessité d'effectuer un zonage local. Certains projets cherchent à réaliser des zonages locaux dans chaque village à travers des ap-

proches participatives ainsi que des consultations et des participations d'acteurs dans l'identification des frontières ;

- La difficulté de reconnaître les droits des communautés à la terre ;
- Le développement du PD-CVA s'est appuyé sur les orientations du Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi, car la Stratégie Nationale de Développement durable du secteur n'est pas encore disponible ;
- Nécessité de mise en place d'une décision politique qui guidera le secteur.

## 4.6 Intégration des meilleures pratiques environnementales dans la production d'huile de palme: études de cas de Ngwéi et d'Ekondo Titi

Le professeur Mesmin TCHINDJANG du département de géographie à l'université de Yaoundé I a présenté les résultats de cette étude réalisée dans le cadre du projet OPAL. Après la présentation des deux zones d'étude (Ekondo Titi et Ngwei) qui font partie du bassin de production d'huile de palme du Cameroun, M. TCHINDJANG a toute suite présenté l'objectif principal de l'étude qui était d'évaluer les impacts environnementaux de l'extension des zones de palmiers à huile sur le couvert forestier et la dégradation de la biodiversité. L'étude a employé une méthodologie variée constituée : d'analyse documentaire, de télédétection et de SIG, de méthodes quadra et transect, de méthode du paysage, des observations socio-économiques participatives et des enquêtes avec des méthodes spécifiques d'évaluation d'impact environnemental. Les principaux résultats de la recherche sont les suivants : l'économie locale dans les deux régions est largement dominée par l'agriculture et l'huile

de palme en particulier (agro-industries, petits exploitants à faible rendement et plantations de palmiers à huile d'élite) ; les cultures vivrières telles que le manioc, l'igname, le taro, le plantain sont principalement produites à des fins de subsistance ; les grandes zones occupées par les plantations d'huile de palme menacent la sécurité alimentaire ; le taux de déforestation à Ekondo Titi qui est de 22,74% en 37 ans soit 0,61% par an et celui de Ngwei est de 45,94% en 38 ans ou 40 ans soit 697,22 hectares perdus par an entre 1975 et 2013. Entre 1999 et 2013, soit en 15 ans, Ngwei a perdu annuellement 946ha de forêt dense. Le Professeur TCHINDJANG a sonné l'alarme à Ngwei où la forêt dense pourrait disparaître dans les 50 prochaines années si rien n'est fait. Il a donc lancé un appel urgent pour la prise en compte immédiates de certaines mesures environnementales et pour l'adoption des meilleures pratiques afin de minimiser ces impacts.

## 4.7 Expériences de structuration des petits exploitants - une option pour la durabilité et le développement économique

M. John TAKANG, Directeur exécutif de l'Institut de Gouvernance Environnementale (EGI) a partagé avec tous les participants leurs expériences en matière de structuration des petits exploitants. EGI travaille pour renforcer les capacités des coopératives de petits planteurs. Ces coopératives sont considérées comme une solution viable pour l'option de la durabilité et du développement économique, en particulier dans le secteur du palmier à huile. Les coopératives sont confrontées à de nombreux défis, en particulier dans le processus de légalisation, qui est long et coûteux. EGI a à ce jour organisé six coopératives et renforcé leurs capacités des séances de formation et d'éducation sur la gouvernance des sociétés coopératives et la réalisation des business plans.



## 5. Observations générales des présentations et des discussions en plénière:

Les points suivants ont été des observations ou des questions soulevées par les participants à partir des présentations et des discussions qui ont été regroupées en environnement, social, gouvernance et économie. Ces questions ont ensuite été discutées dans quatre groupes de travail.

### 5.1 Économie (Productivité)

- Les participants ont discuté des problématiques en lien avec la productivité actuelle. Entre autres les problèmes de prix, d'importation continue d'huile de palme et d'absence d'incitations/subventions pour les agriculteurs/producteurs ont été abordés ;
- Les problèmes de coût élevé des intrants agricoles (engrais, semis, etc.), de taux d'extraction faibles, des plantations vieillissantes et d'extension de la partie inexploitée des concessions existantes. On note aussi l'absence d'une concurrence saine et équitable dans le processus d'importation et de fourniture d'engrais ;
- La relation inique entre les petits exploitants et les agro-industries qui pousse très souvent les petits exploitants à ne pas fournir leurs régimes de fruits frais aux agro-industries et le fait que ces petits exploitants ne sont pas suffisamment soutenus à la fois par le gouvernement et par les agro-industries;
- Les mauvaises pratiques agricoles, en particulier chez les petits exploitants, qui ont un impact sur leur productivité ;
- Faible présence des fournisseurs d'engrais au Cameroun entraînant ainsi un manque de concurrence dans le secteur et des prix de vente d'engrais élevés pour les agriculteurs ;
- Les difficultés d'accès au crédit pour les agro-industries et les petits exploitants limitant ainsi les opportunités d'augmentation des investissements.

### 5.4 Sociale

- Multiplicité des organisations paysannes par différents acteurs créant une duplication des efforts et des défis pour une coordination et un soutien efficaces à ces groupes
- Les attentes élevées des communautés locales vis-à-vis des agro-industries conduisent parfois à des conflits car les communautés n'ont pas connaissance du cahier de charges
- La non-prise en compte des procédures du CLIP dans les processus d'attribution des terres

### 5.2 Gouvernance

- Le manque de clarté sur l'orientation politique stratégique spécifique pour le secteur de l'huile de palme dans les différents documents de politique générale sur l'agriculture et le développement économique au Cameroun ;
- L'existence d'un régime foncier complexe qui pourrait avoir un impact négatif sur les droits d'accès des communautés locales à la terre (régimes fonciers coutumiers ou statutaires) ;
- Le chevauchement des usages fonciers conduisant à des conflits entre les affectations concurrentes et entre les acteurs (conflits entre les investisseurs agroindustriels d'une part et les entreprises forestières ou minières d'une part ; conflits entre les agro-industries d'une part et les communautés d'autre part, etc.).
- Les processus d'attribution des terres peu clairs entraînant des conflits entre les investisseurs et les communautés locales et conduisant parfois les communautés à empiéter sur des concessions ;
- Non efficacité des coopératives existantes ;
- Empiètement dans les concessions par les communautés locales
- Défis hérités du transfert / crédit-bail des plantations du secteur public au secteur privé.

### 5.3 Environnement

- Qu'est-ce qui constitue la déforestation dans le contexte du secteur de l'huile de palme au Cameroun?
- Connaissance insuffisante des meilleures pratiques de gestion
- Faible capacité financière à investir dans les meilleures pratiques environnementales
- Prolifération des maladies
- Pollution de l'air, de l'eau et du sol
- Erosion
- Changement climatique

qui, dans de nombreux cas, entraîne des conflits entre les communautés et les investisseurs;

- L'indemnisation insuffisante des communautés locales en cas d'expropriation de terres pour le développement de plantations de palmiers à huile ;
- Les mauvaises conditions de travail et de vie des agriculteurs et des employés et, la non prise en compte des questions liées au genre dans l'évolution du secteur de l'huile de palme.

## 6. Recommandations

Suite à la restitution des résultats des quatre groupes de travail, les participants ont recommandé l'adoption des principes suivants pour guider le développement durable de l'huile de palme au Cameroun.

### 6.1. Promouvoir la viabilité économique du secteur

- Le développement du secteur de l'huile de palme doit faciliter l'accès des bénéficiaires aux intrants clés ;
- Les parties prenantes impliquées dans le secteur de l'huile de palme devraient établir des partenariats gagnants-gagnants entre elles ;
- Le gouvernement doit mettre en place un mécanisme approprié pour la mobilisation des ressources financières tant internes qu'externes pour le développement durable du secteur de l'huile de palme ;
- Les plantations de palmiers à huile, les concessions et les fermes existantes devraient être exploitées de manière optimale avant toute nouvelle extension.
- Le gouvernement doit mettre en place des mesures nécessaires pour faciliter les processus d'importation et de distribution d'engrais et inciter les individus à se lancer dans ces différentes activités afin d'accroître la concurrence dans le secteur du commerce d'engrais ce qui pourra entraîner une réduction des prix de vente des engrais pour les agriculteurs.

### 6.2. Promouvoir la durabilité environnementale

- Le développement et le fonctionnement des plantations de palmiers à huile doivent respecter et protéger les forêts denses, les zones HCV et les zones écologiques fragiles ;
- Le développement du palmier à huile devrait favoriser le remplacement des engrais chimiques par des engrais organiques ;
- Le développement de l'huile de palme doit donner la priorité aux programmes qui redistribuent les paiements des services environnementaux (par exemple, REDD +) ;
- Le développement et la production d'huile de palme doivent être réalisés de manière à minimiser la pollution de l'air, de l'eau et du sol ;
- La culture du palmier à huile doit utiliser les ressources naturelles avec parcimonie et efficacité et respecter la réglementation environnementale nationale ainsi que les engagements internationaux ;
- Les parties prenantes doivent mener des recherches sur les meilleures pratiques agricoles et investir dans le renforcement des capacités ;
- Le développement du secteur devrait contribuer à la résilience climatique.

### 6.3 Améliorer la bonne gouvernance

- Le développement de la chaîne de valeur doit garantir la transparence et la traçabilité dans la gestion des financements et des intrants attribués aux petits exploitants ;
- Le développement des plantations de palmier à huile doit se conformer à l'approche du CLIP (Consentement Libre, Informé et Préalable) dans tous ses aspects afin de garantir les droits fonciers des communautés locales et d'autres intérêts et d'éviter d'éventuels conflits à l'avenir ;
- Le gouvernement et les autres acteurs devraient renforcer la sensibilisation et encourager l'organisation des petits exploitants en coopératives ;
- Des efforts devraient être déployés pour faciliter la finalisation et la mise en œuvre de la stratégie nationale pour une huile de palme durable dans les meilleurs délais.



## 6.4 Promouvoir la cohésion sociale

- Les communautés riveraines affectées par les concessions de palmiers à huile doivent bénéficier de compensations en lien avec les impacts identifiés ;
- Les cahiers de charge des entreprises doivent être élaborés de manière participative avec toutes les parties prenantes concernées, rendus accessibles aux communautés locales, soumis à un suivi indépendant et, périodiquement révisés ;
- Les entreprises doivent être incitées à adopter et à publier leurs politiques de responsabilité sociale ;
- Les communautés locales et les peuples autochtones affectés par le développement de plantations de palmiers à huile doivent pouvoir jouir de leurs droits et libertés fondamentaux ;
- Le processus d'indemnisation pour l'expropriation doit être conforme à la législation nationale en vigueur et aux meilleures pratiques et politiques internationales. Il doit en outre prendre en compte les droits fonciers coutumiers des communautés.

L'atelier s'est terminé par un discours de clôture de Mme Lambo, représentante du MINADER, soulignant l'engagement du MINADER à finaliser la rédaction du document de stratégie nationale de développement durable de la filière huile de palme (SNDDHP). Tous les participants ont validé le communiqué final contenant les principaux résultats de l'atelier.